



BEN BELLA



MOHAMED  
BOUDIAF



BELKACEM  
KRIM



KHIDDER-  
HAMED



BEN KHEDDA



FERHAT  
ABBAS



AHMED  
BOUMENDJEL



MOHAMED  
YAZID

# A L G E R I E

## DE L'INDÉPENDANCE

---

## A LA RÉVOLUTION

---

Alger, 25 juillet 1962.

**P**OUR qui vient de passer cinq jours en Algérie, une constatation domine toutes les autres : la paix, l'ordre et la tranquillité règnent sur l'ensemble du pays ; il n'y a aucune comparaison possible, non seulement bien sûr avec les derniers mois de la terreur O.A.S., mais avec aucun moment des sept dernières années. S'il apparaît nécessaire d'insister sur ce point c'est qu'à lire les reportages d'une certaine presse, à voir l'insistance mise à signaler certaines « bavures » regrettables mais rares et à les généraliser, on risque de perdre de vue ce qui au contraire devrait étonner un mois à peine après les ratonnades, les incendies, les bouclages et le couvre-feu de juin. Oui, il y a eu quelques dizaines d'enlèvements, portant presque toujours sur des fascistes connus, ce qui ne légitime pas le procédé ; oui, il y a eu des appartements vides occupés par des musulmans mais bien plus souvent protégés par un cachet de la Zone autonome ; oui, il y a eu des voitures volées dans les premiers jours de juillet, dix fois moins que celles abandonnées en juin devant l'aérodrome.

Mais puisqu'on en est aux notations concrètes, il faut en ajouter d'autres : par exemple que, sur les magasins connus, plus des trois quarts sont ouverts ; qu'il est toujours aussi difficile de circuler à cinq heures du soir rue d'Isly ou rue Michelet et que musulmans et Européens s'y côtoient comme autrefois ; qu'on peut passer au Saint-Georges une soirée de ci-devant, que les

cinémas jouent le soir, ce qu'ils ne faisaient plus depuis des années. On peut encore ajouter qu'on va se baigner le dimanche, à Tipasa par exemple où la plage est pleine de soldats français désœuvrés, que le restaurant des ruines est rouvert... depuis le 2 juillet ; qu'on parcourt sans la moindre inquiétude la route Blida-Médéa ou Miliana-El Affroun où, depuis 1957, on circulait en convois militaires ; qu'il y a effectivement des barrages de l'A.L.N. à l'entrée des agglomérations, qu'on vous y demande votre carte grise et que l'on fouille votre coffre (ce qui est arrivé à chacun de nous, des dizaines de fois cet hiver entre Saint-Lazare et la Concorde) ; que les moissons sont rentrées et que quand il n'y avait plus de colon pour le faire c'est l'A.L.N. qui s'est chargée de les engranger.

On peut dire tout, cela aux Français d'Alger ; ils en conviendront en ajoutant que c'est un début, que ça ne durera pas et qu'ils n'ont pas confiance. Ils trouveront encore dans la crise du F.L.N. un nouveau motif d'inquiétude en même temps qu'une secrète satisfaction.

### Du refus de rompre l'unité...

Pour l'interlocuteur algérien, la rupture survenue entre les dirigeants de la Révolution a produit d'abord une réaction de désarroi et d'incompréhension à la base, de colère et de blâme à l'échelon des cadres moyens du F.L.N., plus politisés et mieux informés.

C'est l'U.G.T.A. qui déplore des prises de position contradictoires, « augmentant le désarroi des masses et leur désaffection à l'égard des hommes qui aujourd'hui encore incarnent la Révolution ». C'est l'U.G.E.M.A. qui dénonce « une crise de direction découlant d'un manque de perspectives claires et de l'impréparation concrète du pouvoir ».

J'ai interrogé des hommes d'horizons différents, syndicalistes ou étudiants, responsables de la Zone autonome d'Alger (soutien essentiel de l'équipe du G.P.R.A.) ou militants venus de la Wilaya 5, benbelliste ; j'ai été très frappé de trouver partout des réactions identiques et une même argumentation. D'abord la crise apparaît inopportune, ensuite on comprend mal ses raisons profondes : « Le F.L.N., dit un syndicaliste, a fait de l'unité la condition de la victoire. Regardez, c'est écrit sur tous les murs. Alors pourquoi risquer de la briser maintenant... Même s'il a commis des fautes, on ne révoque pas un état-major au moment de la victoire... Et puis, il y a devant nous une force encore très bien organisée et c'est celle de la France ; l'armée française est toujours là, puissamment armée ; les gens de l'O.A.S. se cachent, d'autres qui avaient fui, reviennent et tentent de se reconvertir ; les pôles de l'économie restent aux mains des Français et c'est le moment que nous choisissons pour nous diviser ! »

La méfiance du militant à l'égard des dirigeants du Front est devenue une attitude générale. « C'est la faute des politiciens de Tunis », m'a-t-on dit à plusieurs reprises ; « qu'ils trouvent un arrangement à leurs querelles personnelles. C'est leur affaire et non la nôtre ».

Ainsi, le refus de prendre parti est général, en dehors de l'A.L.N. et ceci encore le prouve : les trois journées d'indépendance mises à part, d'ailleurs spontanées et unitaires, il n'y a pas eu la moindre manifestation de masse, dans un camp ou un autre, pour appuyer un leader ou conspuer un autre ; les injures sont restées au niveau des communiqués de presse. Ben Khedda a été acclamé à Alger ou à Tizi-Ouzou avec les mêmes cris et les mêmes slogans que ceux qui ont accompagné Ben Bella à Oran ou qui l'accueilleront demain à Alger. La révolution algérienne se fait avec des drapeaux, des mots d'ordre, mais pas avec des portraits. Pour qui garde présente à l'esprit l'image des foules délirantes d'Egypte, pour qui a vécu à Tunis les semaines suivant le retour de Bourguiba, la différence est de nature et non pas de degré et elle témoigne d'une maturité exceptionnelle.

### ... au compromis provisoire

Un ministre algérien, aujourd'hui démission-

naire, lançait l'autre jour cette boutade aux journalistes en quête de nouvelles dans les salons de l'Aletti : « Vous attendez votre guerre civile, mais vous ne l'aurez pas ! » Sans doute, pour faire la guerre, il faut des troupes et pas seulement des états majors ; dans cette Algérie qui sort à peine d'un terrible cauchemar de sept ans, le besoin de paix et d'ordre est l'exigence prioritaire des masses. Cette situation a rendu probable dès le début l'accord au sommet et elle rend aujourd'hui le compromis indispensable, à la condition d'en fixer les limites, celles d'un replâtrage provisoire. La première quinzaine de juillet, derrière le camouflage des rivalités personnelles, a en effet posé avec brutalité et plus tôt qu'on ne l'attendait, les véritables problèmes qu'il faudra bien trancher au fond : la guerre d'Algérie gardera-t-elle dans l'histoire l'aspect bien connu d'une guerre d'indépendance nationale victorieuse, accompagnée d'une révolution sociale avortée, ou bien le slogan qui s'étale sur les murs d'Alger, « L'Indépendance est une étape, la Révolution est notre but », deviendra-t-il réalité ?

Sur le fond du problème ainsi posé, il n'y a guère d'accord possible entre les différentes forces sociales qui ont mené en commun la guerre d'indépendance ; il ne peut y avoir entente que sur la procédure, la façon d'aborder le débat et sur les tâches immédiates. Celles-ci sont terriblement urgentes : il faut remédier à la vacance du pouvoir et garantir l'unité du pays contre des forces centrifuges qui menacent de le disloquer ; il faut prendre des mesures de gestion, principalement économiques, inscrire l'Algérie dans la communauté internationale, poursuivre avec le gouvernement français les discussions sur la coopération qui, si elles ne sont pas menées rapidement à bien, compromettront dangereusement les échéances de l'automne. Ni l'Exécutif provisoire, ni l'actuel G.P.R.A. qui n'a plus ni autorité, ni prestige, ne peuvent mener à bien ces tâches ; ce sera l'affaire du nouveau gouvernement que désignera la prochaine Constituante. Quant à l'élection de celle-ci, elle ne posera pas de problèmes difficiles : les candidats choisis par le nouveau Bureau politique du Parti, sont d'avance assurés de leur élection ; ils refléteront en gros les divisions actuelles, puisque l'opposition des tendances et des clans se matérialise en divisions géographiques, selon la répartition des Wilayas.

« En fait, remarquait un responsable d'Alger, non sans influence à Tlemcen, l'Assemblée ne siègera sans doute pas bien longtemps, un an au plus ; elle se comportera beaucoup plus en Législative qu'en Constituante, parce qu'il ne faut pas précipiter les options fondamentales et que les

choix décisifs doivent être clairement posés. »

Tout semble se passer comme si les partisans d'Alger, battus à court terme, considéraient dès maintenant comme secondaire le problème de la Constituante et reportaient tous leurs espoirs sur l'échéance plus lointaine du Congrès ; ils en avaient les premiers lancé l'idée et celle-ci vient d'être reprise par Tlemcen. Avant la fin de l'année, le premier Congrès du F.L.N. fixerait l'orientation du pays ; il reprendrait l'étude du programme dont l'esquisse a été unanimement adoptée à Tripoli mais doit être complétée par d'autres propositions, en particulier celles de la Fédération de France. Les « benkhédistes » espèrent y prendre leur revanche parce qu'ils espèrent que, d'ici-là, les forcés qu'ils influencent se seront mieux implantées tandis que la coalition de Tlemcen se sera effritée.

### Des traditions différentes

Ce n'est pas un hasard si Ben Bella, dédaignant Oran où il n'a fait qu'un voyage de prestige, s'est fixé à Tlemcen, loin des impuretés du port cosmopolite, citadelle de l'O.A.S. Il a choisi une cité musulmane au passé prestigieux, origine de toutes les tendances du nationalisme algérien. Il a su attirer à lui les cautions les plus importantes : après les fidélités personnelles comme celle de M. Khider, après les militants prestigieux tels Djamil Bouhired ou Y. Saadi, les cadres de l'ancienne U.D.M.A., Ferhat Abbas dont la popularité reste grande, A. Francis, Boumendjel, tous représentants de la petite bourgeoisie algérienne, ralliés tardivement mais activement au combat national et prêts à toutes les alliances tactiques, à toutes les surenchères sociales, pour prendre sur Ben Khedda et les centralistes leur revanche de 1961.

Surtout, et c'est là le fait déterminant, Ben Bella a reçu l'appui de l'état - major « déchu » de l'A.L.N. Lorsque Boumediène a rejoint Tlemcen, il a fait pencher la balance en faveur des « dissidents ». Dès lors peu importe de savoir si Ben Bella est le chef ou l'otage d'une Coalition hétéroclite qui a prouvé à Tripoli qu'elle était majoritaire au sein du C.N.R.À. et qui vient de démontrer en Algérie qu'elle jouissait d'un poids décisif sur le terrain. L'important est d'évaluer ce qu'elle représente et quel ciment peut l'unir : d'abord une tradition « algérienne » qui implique méfiance sinon plus, à l'égard de l'Occident sous ses différentes formes, religieuse aussi bien que philosophique, politique ou économique ; ensuite une tradition « paysanne », essentielle dans un pays où les ruraux représentent 95 % de la population et ont constitué l'essentiel de l'armée de libération, où l'articulation du mouvement nationaliste, la structure des willayas, reflètent

depuis Messali une implantation essentiellement rurale ; enfin une tradition « militaire » et « révolutionnaire » si l'on veut, à condition de ne pas jouer d'analogies simplistes, avec l'armée tsariste ou la Chine de Mao, mais de regarder du bon côté, c'est-à-dire vers Bagdad ou vers Le Caire. De Ghardimaou à Oujda, par Souk-Ahras, Sétif, Tiaret et Tlemcen, passe une des lignes de force de l'Algérie, nouvelle, celle qui veut faire du soldat d'hier un médecin, un instituteur, un agronome, mais toujours en uniforme.

Ce n'est pas non plus un hasard si derrière Ben Khedda et la plupart de ses ministres et bientôt en leurs lieu et place — s'il y a un « benbellisme », on serait bien en peine de définir un « benkhédisme » qui ne s'est pas effondré puisqu'il n'a jamais existé — s'est constitué dans le Grand Alger un rassemblement différent et plus homogène que le premier.

Il suffit d'en faire le décompte pour en prendre conscience : le centre est constitué par la zone autonome d'Alger, reconstituée par Azzedine et Oussodik, animant depuis son Q.G. de Belcourt les ouvriers de la capitale, non seulement dans le domaine du maintien de l'ordre mais encore sur les plans politique, économique et social ; la Fédération de France du F.L.N., dont chacun connaît la composition sociale, apporte un concours important, sous l'influence déterminante de M. Boudiaf, chargé de plus au bureau politique du F.L.N. de l'animation des forces syndicales ; la willaya 3, parce que depuis les débuts de l'insurrection Belkacem Krim y jouit d'une autorité incontestée et parce que la Kabylie vit des mandats de la Fédération de France, est restée fidèle au G.P.R.A. et Tizi-Ouzou a été la seule ville de province à accueillir le « gouvernement » ; la willaya 4 d'une fidélité plus chancelante.

Le mouvement syndical dans son ensemble s'est montré partisan des thèses du G.P.R.A. tout en affirmant son désir de garder la neutralité. L'U.G.T.A., peu implantée encore dans la mesure où en Algérie le mouvement syndical n'a été qu'une dépendance du mouvement national et non pas sa couverture comme dans la Tunisie de Ferhat Hached, mais qui peut très vite atteindre la puissance de ses voisines, l'U.G.T.T. tunisienne d'avant la scission et l'U.M.T. marocaine ; l'U.G.E.M.A. enfin, renforcée par les nombreux étudiants revenus de l'étranger et qui, installée dans les anciens bureaux de Susini, fournit dès aujourd'hui de nombreux cadres au nouvel Etat.

Un tel rassemblement, appuyé sur le prolétariat d'une grande ville comme sur l'élite intellectuelle, en contact plus étroit avec l'Occident ne serait-ce que par le va et vient de la main d'oeuvre nord-africaine, confrontée de plus près à la domination

capitaliste et raciste par le contact étroit avec les « petits blancs » longtemps privilégiés, a tout naturellement été porté à définir son combat en termes de lutte de classes. L'observateur français qui aime appliquer les schémas qu'il connaît, est tenté de lui donner la préférence. Si Alger depuis 1830 a bien déterminé tous les mouvements de l'Algérie coloniale, il n'est nullement évident qu'elle continuera de le faire dans l'Algérie indépendante.

### **Le poids des querelles personnelles**

Cette classification, utile si on ne la prend pas trop à la lettre, ne tient pas compte de mutations récentes que la guerre a accélérées et dont il est encore difficile de prévoir toutes les conséquences. Les structures paysannes se sont par exemple trouvées modifiées par la pratique des camps de regroupement ; le villageois traditionnel parce que descendu dans la plaine, parce que doté de l'eau courante, parce qu'éloigné des structures familiales s'est rapproché du

prolétaire urbain. Retrouvera-t-il, une fois « dégroupé » ses habitudes anciennes ?

Surtout, toute classification algérienne serait fautive qui ne tiendrait pas compte des querelles personnelles et des batailles de clan. On est l'homme de Krim ou l'homme de Boussouf et cette fidélité a souvent entraîné plus que d'autres raisons, l'option en faveur de tel ou tel camp. Les positions d'avant-guerre, l'adhésion donnée plus ou moins tardivement au soulèvement armé, maintiennent des limites souvent infranchissables entre les anciens de l'U.D.M.A. qui constituèrent l'équipe du premier G.P.R.A. et les anciens centralistes qui animèrent la seconde. Au-dessus des uns et des autres, les « chefs historiques » de la révolution, jouissent d'une autorité infiniment plus grande mais restent profondément divisés ; en constituant, à l'exception de Belkacem Krim le nouveau bureau politique, ils reprennent le devant de la scène dans une Algérie essentiellement mouvante.

**Marc HEURGON**



(A.D.F.)

**Foule algérienne : A qui iront demain ses ovations ?**